



Le Fan-Club accélère sa structuration dans les villages

N° 504 DU 24 FÉVRIER 2026

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

CHRISTHELLE HOUNDONUGBO

La communication, la voix de la voie !

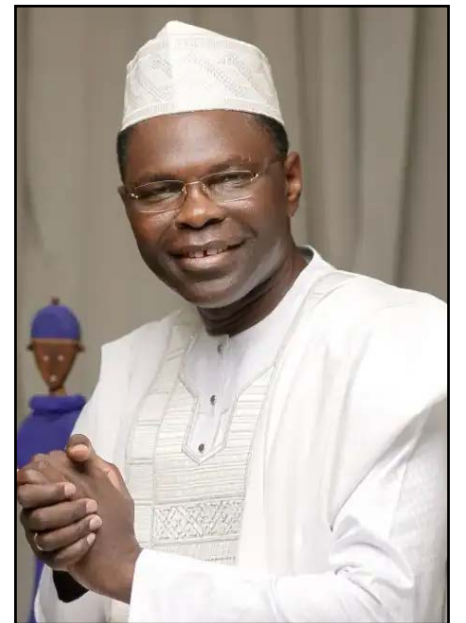
PAGE 08

DÉSIGNATIONS DANS LES CONSEILS COMMUNAUX À L'UP LE RENOUVEAU

PAGE 03

Reconduction des CA et présidents de commission réélus : Djogbénou attendu sur l'équité

(La jeunesse progressiste du Zou salue des choix porteurs d'avenir)



PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2026 AU BÉNIN

PAGE 02

La mobilisation électorale, premier test pour les nouveaux maires



AUDIENCE DIPLOMATIQUE AU PALAIS DES GOUVERNEURS

PAGE 05



Joseph Djogbénou consolide la coopération parlementaire avec le Royaume des Pays-Bas

PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2026 AU BÉNIN

La mobilisation électorale, premier test pour les nouveaux maires



À quelques semaines de l'élection présidentielle d'avril 2026, la bataille du taux de participation s'annonce comme un enjeu majeur pour les formations politiques de la majorité. Dans les 77 communes du Bénin, les nouveaux maires récemment désignés sont désormais attendus sur leur capacité à mobiliser les électeurs. Un véritable test politique pour les choix stratégiques opérés par les leaders de la mouvance présidentielle, notamment Joseph Fifamè Djogbénou et Abdoulaye Bio Tchané.

L'élection présidentielle d'avril 2026 ne sera pas seulement une confrontation entre candidats. Elle constituera également une épreuve grandeur nature pour la gouvernance politique locale issue des dernières désignations opérées au sein des conseils communaux. Dans les 77 communes du pays, les nouveaux maires héritent d'une mission implicite mais stratégique : relever significativement le taux de participation électorale.

Après les élections communales et l'installation des exécutifs locaux, la majorité présidentielle a procédé à des arbitrages parfois délicats pour confier les rênes des municipalités à des profils jugés capables d'assurer cohésion politique et efficacité organisationnelle. Désormais, l'heure de la vérité approche. La présidentielle apparaît comme le premier indicateur concret de la pertinence de ces choix.

Pour plusieurs observateurs, la mobilisation électorale dépasse la simple question partisane. Elle engage la crédibilité des nouvelles équipes communales auprès des populations. Capacité d'écoute, proximité avec les administrés, gestion inclusive et dynamique de terrain seront autant de facteurs déterminants pour convaincre les électeurs de se rendre massivement aux urnes.

Dans cette perspective, les nouveaux maires devront démontrer leur aptitude à fédérer au-delà des clivages internes, notamment dans les communes où subsistent encore des rivalités issues des processus de désignation. La cohésion locale devient ainsi une condition essentielle pour éviter l'abstention et renforcer l'ancrage démocratique.

Au sommet de la majorité, l'enjeu est tout aussi stratégique. Les responsables politiques qui ont conduit les arbitrages et validé les équilibres internes seront naturellement évalués à l'aune des résultats enregistrés dans les communes. Pour Joseph Fifamè Djogbénou, président de l'Union Progressiste le Renouveau, comme pour Abdoulaye Bio Tchané, figure majeure de la mouvance présidentielle, la mobilisation électorale constituera un indicateur de l'efficacité de leurs orientations politiques et organisationnelles.

Au-delà des chiffres, la présidentielle de 2026 pourrait ainsi redéfinir les rapports de forces internes au sein de la majorité. Une forte participation renforcerait la légitimité des nouveaux exécutifs communaux et conforterait les stratégies adoptées. À l'inverse, une mobilisation insuffisante ouvrirait inévitablement le débat sur la pertinence de certains choix opérés lors des dernières désignations.

Plus qu'un scrutin national, la présidentielle à venir s'annonce donc comme un véritable examen politique pour les nouveaux maires, appelés à transformer leur légitimité institutionnelle en capacité réelle de mobilisation populaire sur l'ensemble du territoire.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joël ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

DÉSIGNATIONS DANS LES CONSEILS COMMUNAUX À L'UP LE RENOUVEAU

Reconduction des CA et présidents de commission réélus : Djogbénou attendu sur l'équité



Au sein de l'Union Progressiste le Renouveau, les désignations des représentants du parti dans les conseils communaux suscitent de fortes attentes. Militants et élus locaux plaident pour la reconduction des Chefs d'arrondissement et présidents de commissions réélus, au nom de la cohésion interne et du respect du choix des populations.

*Maintien et cohésion au sein de l'UP le Re-

nouveau : éviter la politique de deux poids, deux mesures*

La phase des désignations politiques dans les conseils communaux constitue un moment déterminant pour Union Progressiste le Renouveau. Dans plusieurs communes, les discussions portent principalement sur la reconduction des Chefs d'arrondissement (CA) et des présidents de commissions communales ayant été réélus lors des dernières échéances locales.

Pour de nombreux militants, ces responsables disposent d'une double légitimité : celle issue du suffrage des populations et celle construite à travers leur expérience dans la gestion des affaires locales. Leur maintien apparaît ainsi comme un facteur de stabilité et de continuité dans la conduite des actions de développement au niveau communal.

Cette position s'appuie également sur le précédent observé dans plusieurs communes où les maires reconduits ont bénéficié d'une continuité dans la gestion des équipes locales. Une approche jugée pragmatique pour éviter les ruptures administratives et préserver la dynamique des projets engagés.

Face à ces attentes, le président du parti, Joseph Fifamè Djogbénou, se retrouve au centre des arbitrages. Plusieurs cadres estiment que les décisions à venir devront privilégier l'équité afin d'éviter toute perception de traitement différencié entre responsables politiques.

« La cohésion du parti repose sur la justice organisationnelle », confie un élu communal, pour qui ignorer les responsables réélus pourrait créer des frustrations inutiles au sein des bases militantes.

Au-delà des enjeux internes, ces désignations représentent un véritable test de gouvernance pour la formation politique. Une reconduction des responsables réélus enverrait, selon certains observateurs, un signal fort de respect du mérite politique et de reconnaissance du choix des électeurs.

À l'approche des prochaines échéances politiques au Bénin, les décisions attendues pourraient ainsi contribuer à consolider l'unité et la discipline interne, deux leviers essentiels pour maintenir la cohésion au sein du parti.

Emeric Joël ALLAGBE

RECONNAISSANCE POLITIQUE ET PROJECTION VERS LA PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL

La jeunesse progressiste du Zou salue des choix porteurs d'avenir

Mobilisée et déterminée à poursuivre la dynamique victorieuse engagée lors des dernières élections générales, la jeunesse de l'Union Progressiste Le Renouveau dans le département du Zou a exprimé sa gratitude à la haute direction politique du parti pour ses orientations stratégiques.

Réunis autour d'un idéal de continuité et d'espérance pour le Bénin, les jeunes militants entendent renforcer leur engagement en prélude aux prochaines échéances électorales.

Une rencontre de reconnaissance et de mobilisation

Sous le thème fédérateur « Jeunesse engagée, victoire assurée : bâtissons l'avenir pour un Bénin de continuité et d'espérance », la jeunesse progressiste du Zou s'est retrouvée le samedi 21 février 2026 pour une rencontre exceptionnelle placée sous le signe de la reconnaissance et de la remobilisation politique.

Cette assise a permis aux jeunes militants d'évaluer leur contribution active aux élections générales du 11 janvier 2026, scrutin au cours duquel ils affirment avoir joué un rôle déterminant dans la mobilisation des électeurs, la sensibilisation de proximité et la consolidation des acquis du parti sur le terrain.

Des choix politiques salués

Au cœur des échanges, les participants ont unanimement salué les décisions jugées « inspirées et stratégiques » prises par la haute direction politique du parti. Selon eux, ces orientations ont favorisé la cohésion interne, renforcé la discipline militante et permis d'asseoir une organisation plus efficace dans les communes du département.

Les responsables de jeunesse ont notamment insisté sur la nécessité de préserver l'unité et la solidarité militante afin de maintenir la dynamique de confiance entre la base et les instances dirigeantes.

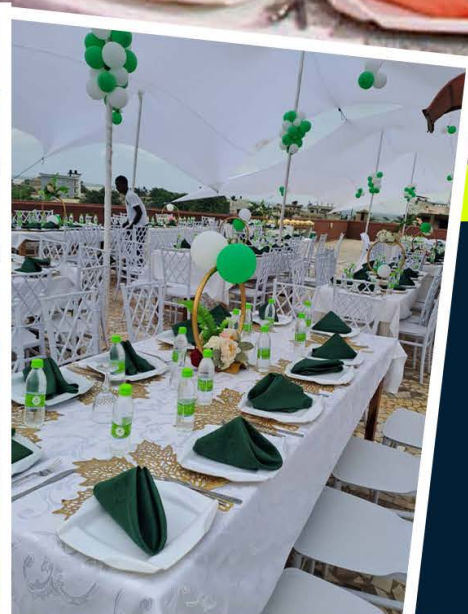
Cap sur le 12 avril 2026

Au-delà du bilan, la rencontre s'est vouée prospective. Les jeunes progressistes ont esquissé plusieurs pistes d'actions pour les prochaines échéances électorales, notamment la présidentielle du 12 avril 2026.

Formation politique, intensification des campagnes de proximité, mobilisation numérique et implication accrue des primo-votants figurent parmi les priorités retenues pour amplifier la participation citoyenne.

Déterminée à jouer pleinement son rôle, la jeunesse progressiste du Zou affiche ainsi son ambition de demeurer un levier stratégique dans la consolidation des acquis politiques et la construction d'un avenir fondé sur la continuité, la stabilité et l'espérance nationale.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



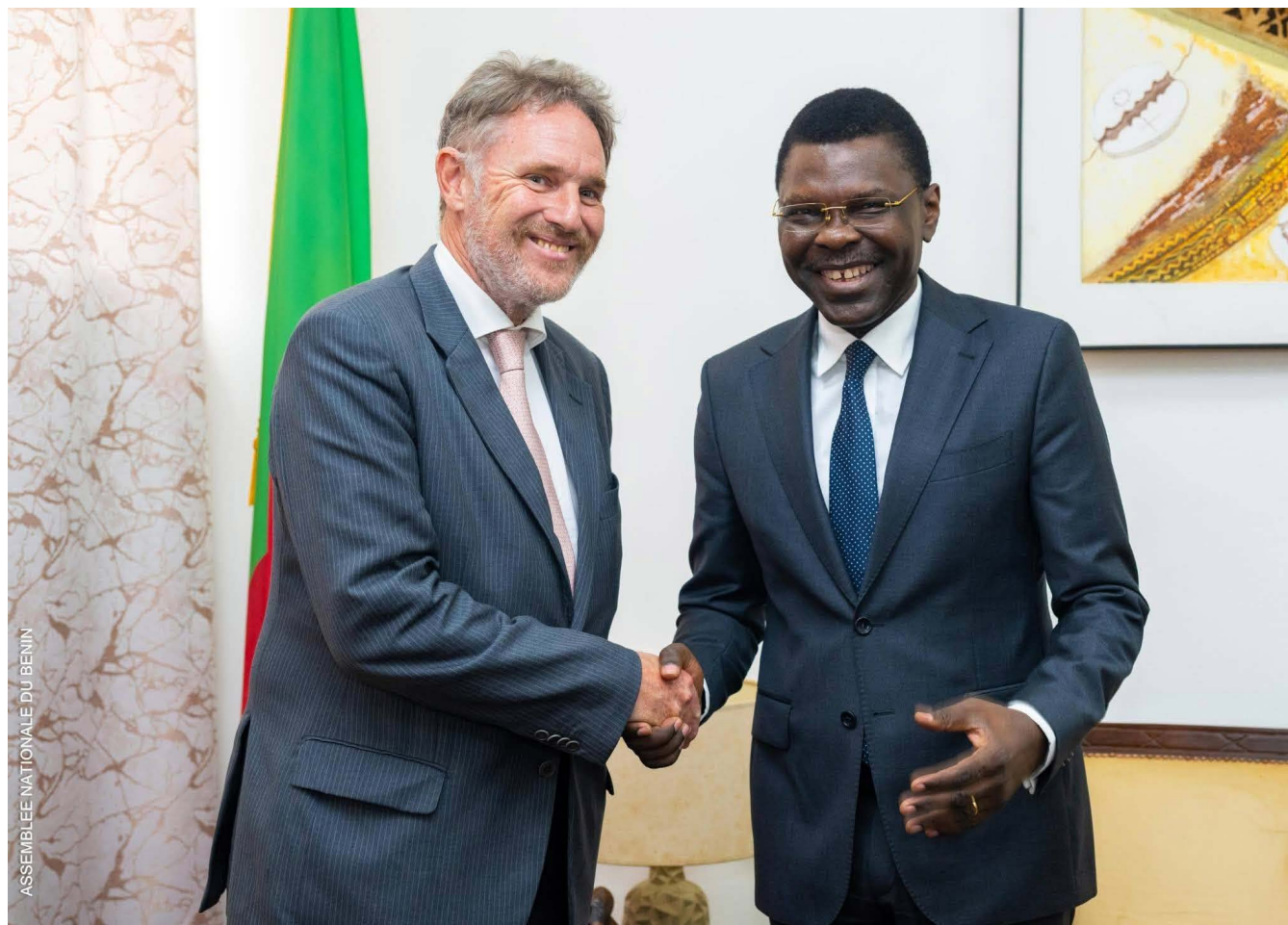
+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

AUDIENCE DIPLOMATIQUE AU PALAIS DES GOUVERNEURS

Joseph Djogbénou consolide la coopération parlementaire avec le Royaume des Pays-Bas



Le Président de l'Assemblée nationale a accordé, ce lundi 23 février 2026 à Porto-Novo, une audience à l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas près le Bénin. Une rencontre marquée par des échanges approfondis autour du renforcement des relations bilatérales, de la gouvernance démocratique et de la formation des acteurs politiques, notamment les jeunes et les femmes.

Dans le cadre du renforcement de la diplomatie parlementaire, le Président de l'Assemblée nationale du Bénin, Joseph

Fifamè Djogbénou, a reçu en audience, à son cabinet au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, Son Excellence Joris P.W. Jurriëns, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume des Pays-Bas près le Bénin.

Nommé en 2023, le diplomate néerlandais a échangé durant plusieurs minutes avec son hôte sur les perspectives d'approfondissement de la coopération entre le Bénin et le Royaume des Pays-Bas, une relation fondée sur des intérêts stratégiques communs tels que le déve-

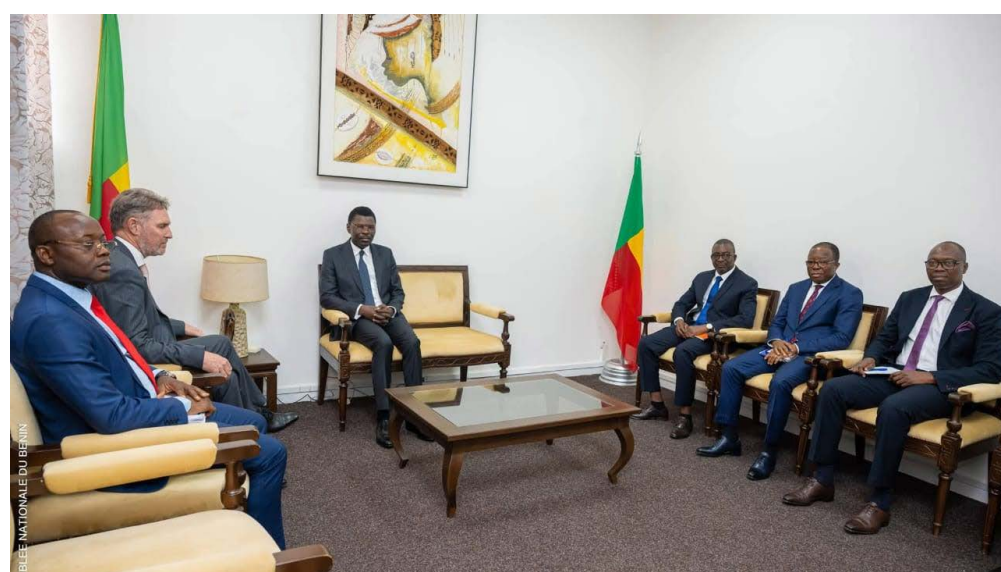
loppement économique, la promotion des investissements, la stabilité institutionnelle et la sécurité.

Les discussions ont également porté sur les secteurs prioritaires d'intervention de la coopération néerlandaise au Bénin, notamment l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire et la santé publique. Les deux personnalités ont en outre évoqué l'élargissement progressif du partenariat vers des domaines à forte valeur ajoutée, dont l'économie, la gouvernance politique et la sécurité.

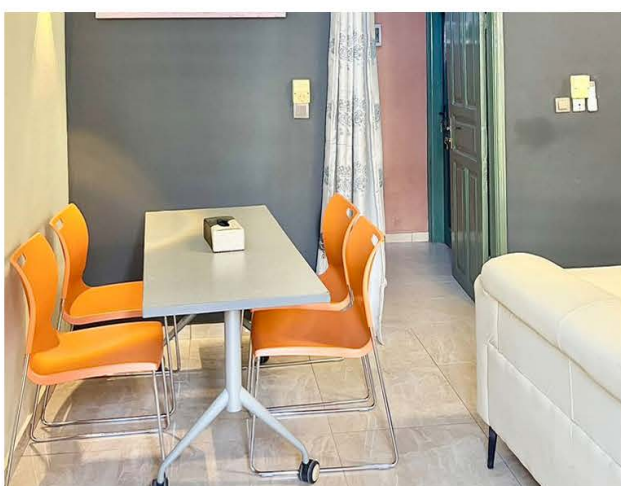
Un accent particulier a été mis sur les initiatives de formation et de renforcement des capacités des acteurs politiques. À travers les programmes conduits par l'Institut pour la Gouvernance démocratique, plusieurs actions visent à promouvoir les valeurs démocratiques auprès des jeunes leaders, des femmes engagées ainsi que des acteurs impliqués dans la gouvernance locale et parlementaire.

À l'issue de l'audience, l'ambassadeur néerlandais s'est félicité de la qualité des échanges, saluant l'excellence des relations entre les deux pays et réaffirmant l'engagement de son pays à accompagner le Bénin dans la consolidation de ses institutions démocratiques et le renforcement des compétences des responsables publics.

Emeric Joël ALLAGBE



Les résidences FENOÙ



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

DYNAMIQUE DE MOBILISATION AUTOUR DU PROJET ROMUALD WADAGNI 2026 DANS LE ZOU

Le Fan-Club accélère sa structuration dans les villages



Réunis le dimanche 22 février 2026 dans la commune de Bohicon, les responsables départementaux et communaux du Fan-Club Romuald WADAGNI ont tenu une importante séance d'échanges consacrée à l'évaluation des activités en cours et au renforcement de l'organisation territoriale. Entre mobilisation des militants, stratégies d'adhésion et lancement officiel des cellules d'arrondissement, la rencontre a marqué une étape décisive dans la consolidation du mouvement dans le département du Zou.

Structuration territoriale : le Fan-Club Romuald WADAGNI franchit un nouveau cap à Bohicon

La coordination départementale du Zou et les coordinations communales du Fan-Club Romuald WADAGNI se sont retrouvées le dimanche 22 février 2026 à Bohicon pour une séance d'échanges stratégique axée sur l'état d'avancement des activités et la consolidation

de l'implantation du mouvement à la base. Au total, vingt-huit participants ont pris part à cette rencontre qui a débuté à 17 heures dans une atmosphère empreinte d'engagement et de cohésion.

Ouvrant les travaux, le coordonnateur communal de Bohicon, Monsieur Fifonsi, a souhaité la bienvenue aux différentes délégations avant de saluer la détermination des militants engagés dans la promotion du projet « Romuald WADAGNI, Pas sans moi en 2026 ». Prenant la parole à sa suite, le coordonnateur départemental du Zou, Monsieur ASSANI Ahmed, a encouragé les équipes locales à maintenir la dynamique actuelle tout en insistant sur la nécessité d'une organisation solide et structurée à tous les niveaux.

Après la présentation officielle de l'ordre du jour par le chargé de la communication et des relations publiques de Bohicon, Monsieur

CHRYSTOSTOME Don-Rodolphe, les participants ont procédé à une présentation individuelle. Cet exercice a permis de renforcer les liens entre les membres et de favoriser une meilleure coordination des actions futures.

Au cœur des échanges, le coordonnateur communal de Bohicon a fait le point des initiatives en cours. Il a notamment annoncé l'installation imminente des cellules de coordination dans les arrondissements de la commune, prévue dans les prochains jours. La création d'un forum dédié aux responsables d'arrondissement ainsi que l'organisation prochaine de concours artistiques destinés à stimuler la mobilisation citoyenne ont également été évoquées.

Dans la même dynamique, le chargé de la communication a recommandé une ouverture vers les universités, les établissements scolaires et les relais communautaires afin d'impliquer davantage la jeunesse et les acteurs sociaux dans les activités de terrain.

Intervenant au nom de la coordination du Littoral, un représentant a insisté sur l'importance de l'adhésion formelle au Fan-Club Romuald WADAGNI 2026. Les membres ont été invités à régulariser leur inscription sur la plateforme dédiée afin d'obtenir leur carte de membre, considérée comme un outil essentiel d'identification et d'organisation. Monsieur THOTO a d'ailleurs rappelé que près de 800 mouvements soutiennent déjà la dynamique à l'échelle nationale.

Saluant les avancées enregistrées dans les communes de Bohicon,

Za-Kpota et Abomey, le coordonnateur départemental a annoncé des réflexions en cours pour l'élaboration d'un plan budgétaire départemental. Il a également exhorté les coordinations à accélérer l'installation des cellules d'arrondissement afin d'intensifier la présence du mouvement sur le terrain.

Moment fort de la rencontre, le lancement officiel des cellules de coordination des arrondissements a été acté par la coordination départementale, marquant ainsi une nouvelle étape dans la stratégie de proximité avec les populations.

Au titre des divers, plusieurs contributions ont enrichi les débats. Dah AHLAN a proposé l'organisation d'une tournée départementale dans toutes les communes du Zou afin de mieux expliquer le projet aux populations. Il a également suggéré la finalisation rapide des listes de coordinations pour éviter d'éventuelles frustrations. Monsieur GODJO Épiphrane est revenu sur l'importance stratégique de la carte d'adhésion, tandis que Monsieur AMOUSSOUGA a ouvert la réflexion sur la pérennité du mouvement au-delà des échéances électorales.

Clôturée à 18h35, la rencontre s'est achevée dans un esprit de mobilisation collective et d'engagement renouvelé. Une collation suivie d'une photo de famille est venue sceller cette séance d'échanges, symbole d'une organisation déterminée à renforcer sa présence et son efficacité sur l'ensemble du territoire.

James Meryl ALLAGBE



CHRISTHELLE HOUNDONUGBO

La communication, la voix de la voie !



Dans un monde où les relations personnelles ou professionnelles se construisent et se délitent en un souffle, Christhelle HOUNDONUGBO rappelle l'essentiel : la communication courageuse est le ciment de la confiance et de la cohésion. Au-delà des mots, elle révèle la voie vers l'harmonie, la stabilité et le développement durable.

Deux amis d'enfance décident de créer une entreprise. Confiance totale. Vision com-

mune. Engagement sincère. Les débuts sont prometteurs, mais rapidement, les tensions apparaissent. L'un investit davantage de temps, l'autre gère les finances sans tout expliquer. Les non-dits s'accumulent. Une simple phrase lâchée sous le coup de la colère, « Tu profites de moi », fait éclater des mois de silence et détruit tout : entreprise et amitié.

Ce scénario n'est pas isolé. Christhelle HOUNDONUGBO nous enseigne que la plupart des relations échouent non par manque de loyauté ou de compétence, mais par absence de dialogue sincère et régulier. La communication n'est pas qu'un échange verbal : elle ajuste, corrige, réaligne et prévient la fracture avant qu'elle ne devienne irréversible. Comme l'a démontré le sociologue Jürgen Habermas, la cohésion sociale repose sur un agir communicationnel structuré : le dialogue est la base de la confiance et des normes communes.

Mais attention : la parole peut être une arme. Quand elle devient manipulatrice, stratégique ou incohérente, elle engendre confusion, résistance et perte de crédibilité.

John Gottman, psychologue renommé, rappelle que le mépris et le repli émotionnel sont plus destructeurs que le désaccord lui-même. Dans la famille, Françoise Dolto soulignait que la parole vraie et respectueuse construit l'identité de l'enfant, alors qu'une communication autoritaire crée la distance.

À l'échelle collective, la communication est un levier de cohésion et de développement. Une entreprise où la vision est claire mobilise ses équipes. Une institution transparente renforce l'engagement citoyen. Une communauté qui dialogue régulièrement construit un capital de confiance. Nelson Mandela, Angela Merkel, et d'autres leaders l'ont montré : la clarté et l'éthique de la parole peuvent transformer des tensions en unité et stabiliser des sociétés.

Christhelle HOUNDONUGBO nous rappelle que la communication n'est pas seulement un outil, mais une véritable voie vers la confiance, l'unité et le progrès. Parler avec courage, écouter avec sincérité et agir avec cohérence : voilà le chemin vers des relations solides, des institutions stables et un développement durable.

ÉDUCATION ET EMPLOI : UN NOUVEAU CAP POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) ausculte l'avenir des diplômés

Mieux comprendre le parcours des diplômés et rapprocher durablement la formation du marché du travail. C'est l'ambition de l'enquête nationale lancée par l'ADET pour mesurer l'impact réel de l'enseignement technique et professionnel sur l'employabilité des jeunes au Bénin.

Face aux défis persistants liés à l'insertion professionnelle des jeunes, l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) engage une opération nationale de collecte et d'analyse de données consacrée au devenir socioprofessionnel des diplômés issus des filières techniques et professionnelles.

Une cartographie précise de l'insertion professionnelle

À travers cette initiative, l'agence entend se doter d'indicateurs fiables et actualisés permettant d'évaluer concrètement le parcours des apprenants après leur formation. L'étude examinera notamment les taux d'accès à l'emploi formel, à l'économie informelle ainsi qu'à l'auto-emploi. Les niveaux de revenus générés, les délais nécessaires pour décrocher un premier poste et la stabilité professionnelle des bénéficiaires feront également l'objet d'une analyse approfondie.

Des secteurs clés au cœur de l'étude

L'enquête cible six domaines jugés stratégiques pour la transformation économique nationale. Il s'agit de l'agriculture, de l'énergie, du numérique, du tourisme, des infrastructures et de l'artisanat.

Ces secteurs concentrent une part importante des opportunités d'emplois et constituent des leviers essentiels pour la croissance et la compétitivité économique.

Une méthodologie axée sur l'impact

Le dispositif d'évaluation repose sur deux étapes majeures : une situation de référence établie au lancement du projet et une mesure d'impact réalisée à son terme. Cette approche permettra d'apprécier les progrès accomplis et d'identifier les ajustements nécessaires.

L'étude intégrera également les disparités territoriales ainsi que les enjeux liés au genre, afin de promouvoir une croissance inclusive et une amélioration continue des programmes de formation.

Adapter les compétences aux attentes des entreprises

Au-delà des statistiques, l'objectif central demeure l'analyse de l'adéquation entre les formations dispensées et les besoins réels du marché de l'emploi. Les compétences techniques, comportementales et relationnelles des diplômés seront examinées afin de détecter les éventuels écarts avec les exigences des employeurs.

Les conclusions devraient déboucher sur la mise en place d'outils modernes de pilotage et de suivi destinés à renforcer durablement la performance du système d'enseignement technique. Un partenariat stratégique pour la jeunesse

Soutenue financièrement par la Banque Africaine de Développement, cette initiative marque une étape importante dans la modernisation de la formation professionnelle. Elle ambitionne de consolider le lien entre établissements de formation et entreprises, tout en facilitant l'accès des jeunes à des opportunités économiques durables.

À terme, l'ADET espère que les résultats orienteront efficacement les politiques éducatives nationales et contribueront à bâtir un avenir professionnel plus prometteur pour la jeunesse béninoise.

Youssef AVOCEGAMOU



BÉNIN – PRÉSIDENTIELLE 2026

Crise Niger-Bénin : les pistes diplomatiques de Paul Hounkpè pour renouer le dialogue



À l'approche de l'élection présidentielle du 12 avril 2026, les questions diplomatiques et sécuritaires s'invitent au cœur du débat politique national. Candidat de l'opposition, Paul Hounkpè a dévoilé une série de propositions visant à restaurer la confiance entre le Bénin et le Niger, deux voisins liés par une histoire commune mais aujourd'hui fragilisés par des tensions persistantes.

Une crise entre États, non entre peuples

Invité le dimanche 22 février 2026 sur Tempo TV Africa, chaîne de télévision basée au Sénégal, le secrétaire exécutif national de la Force Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE) a tenu à distinguer clairement la nature du différend actuel. Selon lui, la crise observée entre

Niamey et Cotonou relève avant tout d'une incompréhension politique entre dirigeants et ne saurait être assimilée à une rupture entre les populations des deux pays.

Pour le candidat, les liens historiques, commerciaux et culturels entre les peuples béninois et nigériens demeurent solides et doivent servir de base à une reprise rapide du dialogue.

La diplomatie de proximité comme priorité

Face aux crispations diplomatiques alimentées ces derniers mois par des divergences sécuritaires et économiques, notamment autour des questions frontalières et commerciales, Paul Hounkpè prône une diplomatie active dès les premiers jours d'un éventuel mandat présidentiel.

Il annonce ainsi que ses premières visites officielles seraient consacrées aux pays voisins, avec une priorité accordée au Nigeria puis au Niger, considérés comme des partenaires stratégiques incontournables pour la stabilité régionale.

Selon lui, la restauration de la confiance passe par un contact direct entre chefs d'État et la réactivation des mécanismes traditionnels de coopération sous-régionale.

Une réponse collective à la menace sécuritaire

Le candidat estime par ailleurs que la lutte contre le terrorisme dans la zone sahélienne exige une coordination permanente entre États frontaliers. Il plaide pour la mise en place d'un mécanisme de concertation sécuritaire renforcé afin d'éviter les mouvements de groupes armés d'un territoire à un autre.

À ses yeux, aucune stratégie nationale ne peut produire des résultats durables sans coopération transfrontalière efficace.

L'économie au cœur de l'apaisement

Au-delà de la sécurité, Paul Hounkpè insiste sur les conséquences économiques de la crise diplomatique. Le Bénin, dont une partie importante de l'activité dépend du transit des marchandises vers les pays sahéliens, subit directement les ralentissements commerciaux liés à la fermeture ou à la restriction des échanges.

Une normalisation des relations avec le Niger permettrait, selon lui, de redynamiser les flux commerciaux et de renforcer l'attractivité du port béninois comme plateforme logistique régionale.

Gouvernance et prévention des crises régionales
Enfin, le candidat établit un lien entre les tensions politiques observées dans plusieurs pays de la région et les frustrations sociales

internes. Il estime que la stabilité durable passe avant tout par une gouvernance inclusive capable de répondre aux attentes des populations.

Se réclamant d'une approche sociale-démocrate à dimension panafricaine, il appelle à un co-développement fondé sur la solidarité entre États voisins, estimant que l'avenir de la sous-région repose sur une coopération équitable et mutuellement bénéfique.

Des engagements pour restaurer la confiance

Dans sa vision diplomatique, plusieurs axes prioritaires se dégagent :

la reprise du dialogue politique direct entre le Bénin et le Niger ;
une visite officielle rapide à Niamey en cas d'élection ;
l'ouverture d'un cadre bilatéral permanent de concertation ;
la mise en place d'une coordination sécuritaire renforcée contre le terrorisme.

À travers ces propositions, Paul Hounkpè entend afficher son ambition de repositionner le Bénin comme acteur de dialogue et de stabilité dans la sous-région ouest-africaine, misant sur la diplomatie et la coopération économique pour restaurer durablement l'axe stratégique entre Niamey et Cotonou.

Yousseuf AVOCEGAMOU

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Le Bénin renforce son arsenal juridique pour protéger les populations

La riposte nationale contre le VIH/SIDA franchit une nouvelle étape décisive. Le président de la République, Patrice Talon, a procédé à la promulgation de la loi n°2026-02 du 09 février 2026 consacrée à la prévention, à la prise en charge et à l'élimination de l'infection au VIH/SIDA en Bénin. Ce nouveau dispositif législatif ambitionne de consolider les acquis sanitaires tout en accélérant la réduction des nouvelles contaminations et des décès liés à la maladie.

Une réponse globale et inclusive

À travers cette réforme, les autorités entendent renforcer la prévention, améliorer la qualité des soins et garantir une meilleure protection sociale aux personnes concernées par le VIH. La loi accorde une attention particulière aux personnes vivant avec le virus, aux populations vulnérables et aux groupes les plus exposés, sans oublier les familles, les communautés ainsi que les professionnels des services socio-sanitaires.

Elle met également l'accent sur la responsabilité collective dans la lutte contre l'épidémie, en encourageant la sensibilisation communautaire, la solida-

rité sociale et l'accès équitable aux services de santé.

Des dispositions axées sur les droits humains

Parmi ses innovations majeures, le texte consacre la protection des droits fondamentaux des personnes vivant avec le VIH. Il renforce la lutte contre la stigmatisation et toute forme de discrimination, tout en facilitant l'accès aux traitements, aux services de dépistage et à l'assurance-maladie.

La loi insiste aussi sur l'éthique médicale, la confidentialité des données sanitaires et la promotion de la recherche scientifique afin d'améliorer les stratégies nationales de prévention et de prise en charge.

Un tournant pour la santé publique

Avec cette nouvelle législation, le gouvernement entend adopter une approche plus intégrée et durable face au VIH/SIDA. En consolidant la protection sociale et en élargissant l'accès aux soins, le texte devrait contribuer à améliorer significativement la qualité de vie des personnes concernées et à renfor-

cer les performances du système sanitaire national.

Sa mise en œuvre effective est désormais attendue comme un levier majeur pour réduire durablement l'impact de la maladie et rapprocher le pays de l'objectif d'élimination du VIH/SIDA comme menace de santé publique.

Yousseuf AVOCEGAMOU



MISSION D'ÉVALUATION PRÉÉLECTORALE AU BÉNIN

Présidentielle d'avril 2026 : le National Democratic Institute dresse un état des lieux du processus électoral

En prélude à l'élection présidentielle prévue le 12 avril 2026, une mission internationale d'évaluation préélectorale a séjourné au Bénin du 16 au 20 février dernier. Conduite par le National Democratic Institute (NDI), cette initiative visait à apprécier l'état d'avancement des préparatifs électoraux, analyser l'environnement politique et formuler des recommandations pour un scrutin apaisé et crédible.

Un processus électoral en marche

Codirigée par l'ancien président capverdien Jorge Carlos Fonseca et l'ex-cheffe d'État de transition centrafricaine Catherine Samba-Panza, la délégation a multiplié les consultations avec les principales institutions et forces vives du pays.

Les échanges ont notamment concerné la Commission électorale nationale autonome (CENA), la Cour constitutionnelle, les formations politiques, des organisations de la société civile ainsi que des responsables religieux. À l'issue de ces rencontres, la mission observe que les préparatifs du scrutin présidentiel suivent globalement leur

calendrier, traduisant un processus électoral en cours de mise en œuvre.

Des préoccupations relevées

Malgré ces avancées, plusieurs inquiétudes ont été soulevées par la délégation. Le NDI évoque un cadre juridique jugé restrictif pour la compétition électorale, ainsi qu'un rétrécissement de l'espace civique et politique consécutif aux réformes intervenues ces dernières années.

La question du système de parainage, l'absence de certaines forces de l'opposition dans le jeu électoral et une perception de désengagement progressif des citoyens figurent également parmi les points d'attention signalés par la mission.

Appel à des mesures d'apaisement

Composée notamment de Christopher Fomunyoh, Alioune Tine, Sophia Moestrup et Alexis Arieff, la délégation recommande un élargissement de l'espace civique et un meilleur accès des citoyens à des informations fiables sur le proces-



sus électoral.

Elle invite par ailleurs la CENA à poursuivre ses efforts pour garantir la transparence et la crédibilité du scrutin, tout en exhortant l'ensemble des acteurs politiques et sociaux à privilégier le dialogue, la paix et la non-violence durant la période électorale.

Vers un consensus durable

Au-delà des échéances immédiates, la mission encourage l'ouverture de consultations nationales

approfondies autour des réformes électorales et politiques afin de consolider la confiance entre les acteurs et favoriser le renouvellement du consensus démocratique.

Un rapport détaillé, intégrant les observations et recommandations complètes de la mission, devrait être publié dans les prochaines semaines pour accompagner les différentes parties prenantes vers une présidentielle apaisée.

Youssef AVOCEGAMOU

DYNASTIE ET TRADITIONS À GUÉZIN

Vingt ans de règne célébrés dans l'unité autour de Sa Majesté OSINTÒ XUDÉ KANXO II

La grande famille de la Dynastie royale Yohwan a vécu, le samedi 21 février dernier, une journée historique empreinte de ferveur et de solennité à Guezin, à l'occasion de la célébration des vingt années de règne de Sa Majesté OSINTÒ XUDÉ KANXO II. Parents, dignitaires, amis et sympathisants se sont réunis autour du souverain pour saluer deux décennies de leadership marqué par la cohésion familiale, la transmission des valeurs ancestrales et le renforcement des liens communautaires.

Les festivités ont débuté par des rites traditionnels de libation, des prières et des offrandes adressées aux ancêtres et aux divinités protectrices. Ces moments spirituels, riches en symboles, ont permis d'implorer bénédictions, paix et prospérité pour l'ensemble des filles et fils de la dynastie.

Depuis son intronisation, le règne du souverain s'illustre par la promotion constante de la solidarité, de la fraternité et du vivre-ensemble. Sous son autorité, la dy-

nastie a consolidé son unité interne tout en encourageant le développement collectif de ses membres, contribuant ainsi au rayonnement culturel et identitaire de la communauté.

La célébration s'est poursuivie dans une atmosphère chaleureuse faite de retrouvailles fraternelles, de partage et de convivialité. Autour de mets du terroir et d'ailleurs, les participants ont communiqué dans la joie, ponctuée d'animations culturelles et d'échanges empreints de souvenirs et d'espérance.

Profitant de cette commémoration hautement symbolique, Sa Majesté OSINTÒ XUDÉ KANXO II a lancé un appel fort à ses filles et fils : préserver l'héritage ancestral commun par davantage d'unité, de solidarité et de respect mutuel. Un message porteur d'avenir pour garantir la stabilité, l'épanouissement et le bien-être durable de toute la dynastie.

Fernandez SOWANOU



PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2026

La conquête des urnes commence par la conquête des électeurs



À quelques semaines de l'élection présidentielle prévue en avril prochain, la compétition politique ne se limite plus aux stratégies d'alliances ou aux positionnements idéologiques. Au cœur des calculs des états-majors, un défi s'impose désormais comme décisif : convaincre les citoyens de participer massivement au vote. Dans un contexte où l'abstention a marqué plusieurs consultations récentes, la mobilisation électorale s'annonce comme la véritable clé du scrutin au Bénin.

La participation, nouveau terrain de bataille politique

Les dernières échéances électorales ont révélé une tendance préoccupante : une implication citoyenne fluctuante, souvent inférieure aux attentes des acteurs politiques.

Cette réalité oblige désormais les candidats à revoir leurs méthodes d'approche des électeurs. Meetings de proximité, campagnes de sensibilisation et stratégies numériques deviennent autant d'outils destinés à recréer le lien entre citoyens et institutions.

Plus que jamais, l'enjeu dépasse la simple conquête du pouvoir. Il s'agit aussi de redonner du sens à l'acte de voter, perçu par une partie de la population comme insuffisamment déterminant dans la transformation des conditions de vie quotidiennes.

Des candidats face à des défis différents

Candidat porté par la majorité présidentielle, Romuald Wadagni mise sur les performances économiques enregistrées ces dernières

années pour consolider son électorat. Sa stratégie semble orientée vers la fidélisation de ses soutiens traditionnels tout en cherchant à convaincre de nouveaux segments sociaux, notamment les jeunes actifs et les entrepreneurs.

Face à lui, Paul Houngpè, figure de l'opposition issue des Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE), joue une séquence politique déterminante. Entre reconstruction interne et quête de crédibilité, son camp doit démontrer sa capacité à incarner une alternative capable de remobiliser un électorat fragilisé par les divisions passées.

Restaurer la confiance pour mobiliser

Au-delà des discours, la mobilisation repose sur plusieurs paramètres essentiels. La confiance dans le processus électoral demeure un facteur central, tout comme la perception de l'importance réelle des enjeux du scrutin. Les candidats devront également convaincre les jeunes, souvent éloignés des dynamiques politiques, ainsi que les catégories sociales confrontées aux difficultés économiques quotidiennes.

La cohésion interne des formations politiques constitue aussi un élément déterminant. Les fractures ou rivalités internes peuvent rapidement affaiblir la dynamique militante et freiner la participation électorale.

Les attentes sociales au cœur du vote

Pouvoir d'achat, emploi des jeunes, perspectives économiques et accès aux services sociaux figurent parmi les préoccupations majeures des électeurs. La clarté des programmes, la qualité du débat public et la capacité des candidats à proposer des solutions concrètes pourraient fortement influencer la mobilisation.

Dans un environnement marqué par l'exigence de résultats tangibles, les citoyens semblent désormais attendre des engagements précis plutôt que des promesses générales.

Un test pour la vitalité démocratique

Au-delà des ambitions individuelles, le taux de participation constituera un indicateur majeur de la vitalité démocratique nationale. Une forte mobilisation traduirait une confiance renouvelée dans les institutions, tandis qu'une abstention élevée relancerait les débats sur l'engagement citoyen et la représentativité politique.

En 2026, la bataille présidentielle ne se jouera donc pas uniquement dans les alliances ou les discours : elle se gagnera surtout dans la capacité des candidats à convaincre les électeurs que leur voix compte réellement.

Youssef AVOCEGAMOU

JEÛNES RELIGIEUX ET FLAMBÉE DES PRIX

Fruits et denrées alimentaires sous pression, les ménages à rude épreuve



Alors que musulmans et chrétiens observent simultanément des périodes de privation spirituelle marquées par le jeûne et la prière, le panier de la ménagère connaît une nouvelle tension au Bénin. Dans les marchés urbains comme ruraux, la hausse des prix des fruits et des produits alimentaires de base complique davantage le quotidien des populations déjà confrontées à l'érosion du pouvoir d'achat.

Les fruits deviennent un privilège

Traditionnellement indispensables pour la rupture du jeûne ou l'alimentation légère recommandée durant ces périodes

de recueillement, les fruits sont désormais difficilement accessibles pour de nombreux ménages. Oranges, bananes, papayes ou ananas affichent des tarifs en nette progression.

Les commerçants évoquent plusieurs facteurs pour justifier cette flambée : difficultés d'approvisionnement, coûts du transport en constante augmentation et pertes liées à la conservation. Pourtant, malgré des étals bien garnis, la forte demande saisonnière semble jouer un rôle déterminant dans la spéculation observée.

Denrées de première nécessité : la pression monte

Au-delà des fruits, les produits alimentaires essentiels n'échappent pas à cette tendance haussière. Riz, sucre, huile de palme ou encore farine enregistrent des augmentations sensibles dans plusieurs marchés.

Les familles aux revenus modestes sont les premières touchées. Certaines réduisent leurs quantités habituelles, d'autres optent pour des produits moins coûteux, parfois au détriment de la qualité nutritionnelle. Une situation qui contraste avec l'esprit de solidarité et de partage associé à ces moments spirituels.

Les autorités interpellées

Face aux inquiétudes croissantes des consommateurs, plusieurs voix appellent les structures publiques chargées de la

régulation commerciale à renforcer leur vigilance. La Direction Générale du Commerce Intérieur et la Direction de la Concurrence et de la Répression des Fraudes sont notamment attendues sur le terrain pour intensifier les contrôles.

L'objectif reste clair : prévenir les abus, lutter contre les pratiques spéculatives et garantir un accès équitable aux produits essentiels durant cette période sensible.

Des actions urgentes attendues

Placées sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Bénin, les structures compétentes sont appelées à accélérer la mise en œuvre de mesures concrètes, notamment :

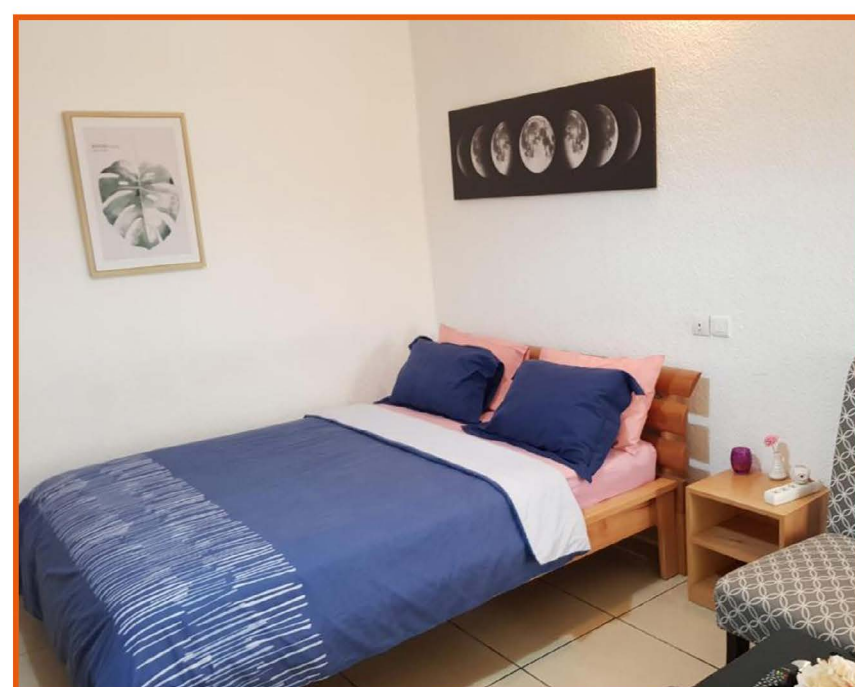
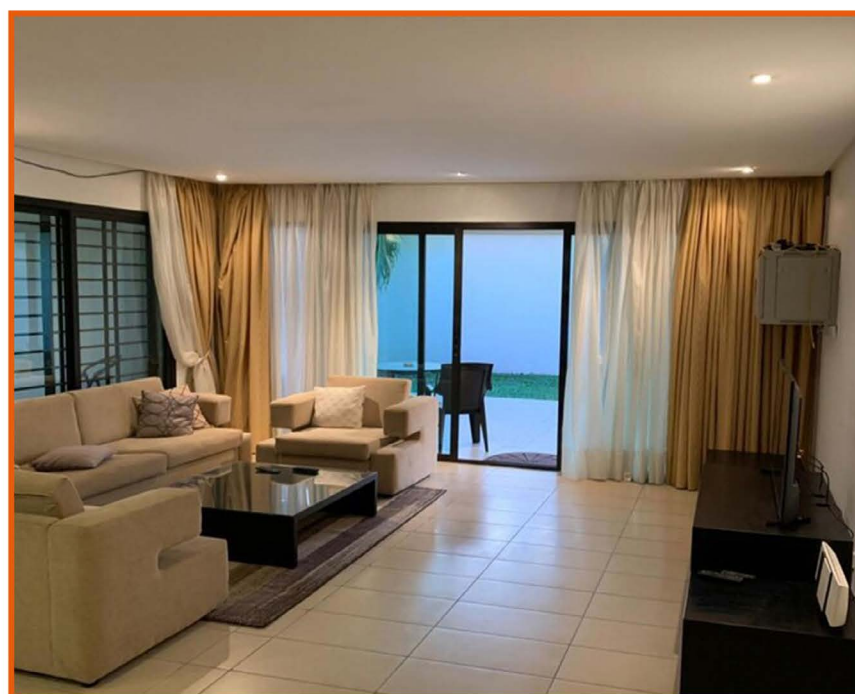
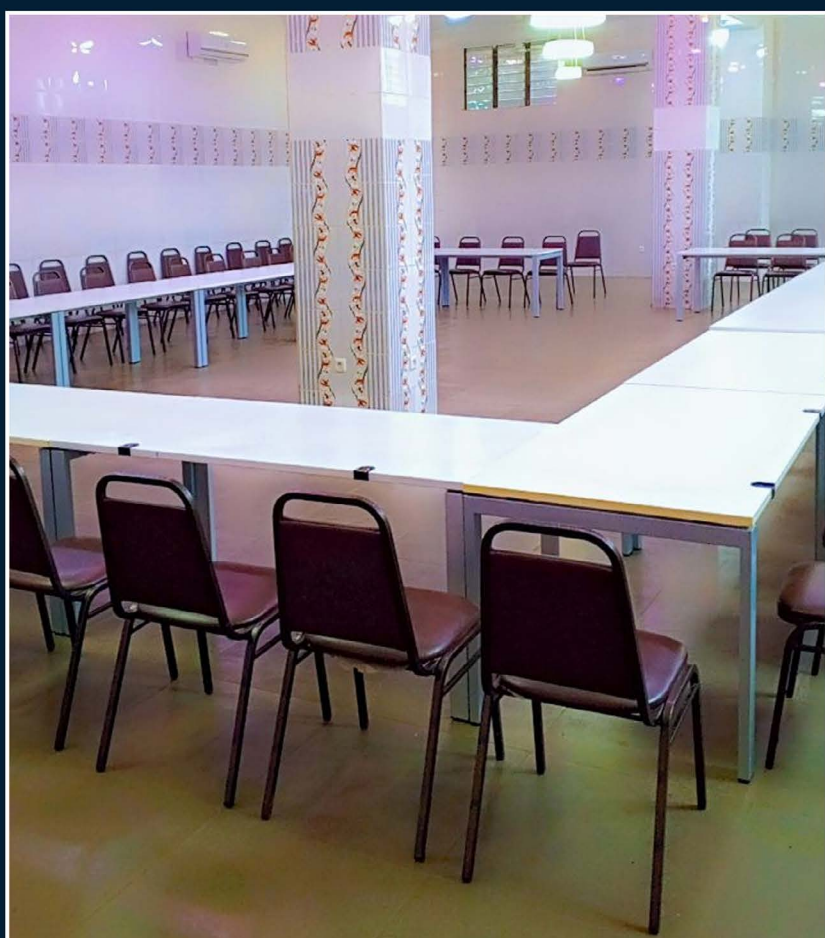
le renforcement du contrôle des prix dans les marchés ;
la surveillance accrue des circuits de distribution ;
l'accompagnement des producteurs et commerçants locaux ;
la mise en place de mécanismes de soutien aux ménages vulnérables.

Dans un contexte marqué par l'effort spirituel et le partage, nombreux sont ceux qui espèrent voir prévaloir responsabilité, solidarité et régulation efficace afin de préserver la cohésion sociale et soulager les populations.

Youssef AVOCEGAMOU

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707